

Les subsides

J'ai eu l'occasion de bavarder avec les gens de ma région pendant le congé du 11 novembre et, bien sûr, ils se demandent si l'usine sera bâtie un jour et s'ils conserveront les emplois qui existent déjà dans les mines ainsi que dans les autres fonderies construites il y a quelques années et qui emploient plus de 500 travailleurs permanents. Compte tenu du chômage qui sévit actuellement au Canada et surtout dans cette région de l'Atlantique, je n'ai pas besoin d'insister sur l'importance d'un tel projet pour l'économie de la région. Nous devons continuer à aller de l'avant, à intervenir auprès des dirigeants de Noranda ainsi que des ministères concernés afin que ce projet important se réalise.

Je le répète, en écoutant certains discours sur la situation du pays, j'en suis venu à la conclusion que tout allait mal, qu'il ne se passait rien, qu'on ne faisait rien. J'ai eu l'occasion de citer certains chiffres, et ces chiffres n'avaient rien de minable ou de modeste, ils sont tout à fait conséquents. Il s'agit non pas de millions, mais bien de milliards de dollars et ce ne sont pas de vaines promesses, cet argent est bien là. On le dépense dans divers secteurs de l'économie. Ce sont les régions représentées par des députés capables de faire preuve d'initiative sur le plan de la création d'emplois qui pourront profiter de cet argent et elles n'auront pas à pleurer ou à se lamenter sur leur situation. Nous devons apprécier et exploiter le dynamisme et l'esprit d'entreprise que les Canadiens ont toujours montrés.

J'invite, j'implore et j'exhorte tous les députés à étudier ces merveilleuses possibilités de façon positive, d'autant plus que les taux d'intérêt baissent et que l'économie amorce une relance à en croire le Conference Board et les chambres de commerce. Le nouveau président de la Chambre de Commerce, qui est originaire de Moncton, au Nouveau-Brunswick, disait qu'il entrevoyait avec optimisme la possibilité de créer de nouvelles entreprises et des emplois. Voilà, si nous sommes sincères, ce dont nous devons parler et nous occuper, non pas d'une manière négative, mais en faisant preuve d'esprit de collaboration et en travaillant ensemble.

Cet après-midi, monsieur l'Orateur, je voudrais apporter quelque chose de positif au débat, dans l'esprit de cette procédure parlementaire qui accorde une journée à l'opposition pour critiquer le gouvernement et présenter une résolution. Je me vois cependant obligé de dire que cette motion est rédigée de façon assez confuse. Les députés de l'opposition ont montré qu'ils ne tenaient pas à discuter des problèmes. Ils n'ont fait aucune recommandation ou proposition concrète au gouvernement.

• (1750)

Pour conclure, je voudrais citer un passage de ce que le premier ministre a dit dans son allocution télévisée du mois d'octobre:

Nous ne pouvons forcer le reste du monde à construire des maisons. Nous pouvons toutefois nous préparer à fournir plus de bois, plus rapidement, à meilleur compte et de meilleure qualité, lorsque le monde se remettra à bâtir.

Et si nous voulons être prêts au moment où le monde le sera, prenons conscience dès maintenant que la concurrence sera impitoyable. La récession a poussé d'autres pays à s'engager de gré ou de force dans une bataille pour garder leur part d'un marché mondial en plein recul. Les pays qui se seront disciplinés pour survivre à la pire récession de notre génération seront les premiers à pouvoir profiter de la relance.

Ce sera sans aucun doute le cas du Canada. J'espère sincèrement, monsieur l'Orateur, que j'ai réussi à bien défendre cet après-midi, une fois de plus, ce grand projet dont j'ai parlé,

celui de la raffinerie de zinc de Belledune, au Nouveau-Brunswick, qui permettra de créer des centaines d'emplois permanents en investissant des millions de dollars.

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur l'Orateur, j'ai trouvé intéressante l'attitude du député de Restigouche (M. Harquail) lorsqu'il a demandé au député de York-Peel (M. Stevens) comment un député pouvait bien reprocher au gouvernement d'avoir investi des fonds dans sa circonscription ou les environs. Je tiens à lui dire que les députés de ce côté-ci de la Chambre n'ont pas été élus pour venir quémander de l'argent auprès du gouvernement de la part de leurs électeurs en dépit des répercussions que ces cadeaux pourraient avoir sur l'économie du pays. Ils ont été élus pour s'acquitter d'une tâche. Voilà ce qui ne va pas chez le gouvernement dont le député fait partie. Les députés d'en face s'imaginent qu'ils ont été élus pour soutirer des subventions d'un gouvernement bien argenté et établir là-dessus leur réputation. Ils considèrent le gouvernement comme un dépanneur, un dispensateur de cadeaux; voilà une conception bien erronée. L'industrie se développe grâce à l'initiative des chefs d'entreprise, non grâce aux subventions. Les subventions accordées à la circonscription du député depuis tout le temps que le gouvernement actuel est au pouvoir y ont-elles apporté la prospérité? Ont-elles donné du travail à ses habitants? En ont-elles fait une région prospère où vont s'établir de nouveau venus et où les affaires sont florissantes? Qu'avons-nous obtenu en adoptant tour à tour des programmes d'expansion économique régionale et des programmes de subventions, ou en effectuant des opérations de renflouage les unes après les autres? Est-ce là une stratégie industrielle ou plutôt une politique d'assistance sociale, de chômage et de non-prospérité? Je tiens à vous dire, monsieur l'Orateur, voilà le genre de stratégie qu'a préconisée le député de Restigouche, c'est celle que suit le gouvernement actuel et c'est la stratégie que nous devons rejeter à tout prix.

Mais voyons un peu plus concrètement, monsieur l'Orateur, où notre pays doit aller. Tout d'abord, je tiens à dire aux députés d'en face qu'il nous faut adopter une stratégie industrielle de liberté. Nous devons supprimer la réglementation et la paperasserie qui étouffent les entreprises. Pour que les gens pensent, il faut qu'ils soient libres. Prenons un peu les restrictions imposées dans le secteur du pétrole et du gaz: elles n'augmentent pas du tout la production dans notre pays. Voyez les restrictions imposées aux agriculteurs. Peut-on vraiment dire que nos produits agricoles sont aussi bon marché qu'ils le pourraient? Aidons-nous véritablement le jeune agriculteur à s'organiser, à construire, à créer et à se développer, en lui imposant des restrictions comme les offices de commercialisation, les règlements et les formalités administratives? Améliore-t-on vraiment les taux de transport, cela coûte-t-il moins cher de transporter des marchandises, en imposant règlement sur règlement pour décider du tarif à demander pour transporter un certain produit ou une personne d'un endroit à l'autre? Facilite-t-on vraiment les choses en ne laissant pas la libre concurrence s'exercer sur le marché? Améliore-t-on vraiment la culture ou l'expression des opinions lorsque le CRTC et le ministre des Communications (M. Fox) promulguent une kyrielle de règlements? Améliore-t-on la productivité du Canada grâce à des règlements comme ceux concernant les Postes dont le cabinet est saisi et qui empêcheront les municipalités de faire livrer les factures par les employés chargés de